

2. Le paragraphe onze de la section première du chapitre 75 des Statuts Refondus pour le Bas Canada est amendé en conséquence de la disposition précédente. § 11, des l. c. 75, S. R. B. C? amendée.

C A P . V I .

Acte concernant les officiers en loi de la couronne.

[Sanctionné le 9 mai, 1885].

SA MAJESTÉ, par et de l'avis et du consentement de la Législature de Québec, décrète ce qui suit :

1. Dans la province de Québec, les officiers en loi de la couronne sont :—le procureur général et le solliciteur général; ils sont les officiers reconnus de la couronne et mentionnés dans l'article 19 du code de procédure civile. Officiers en loi de la couronne.

2. La section 2 du statut 45 Victoria, chapitre 2, est amendée en y ajoutant, après les mots : " le procureur général," les mots : " le solliciteur général." S. 2. et 45 v. c. 2, amendée.

3. Les statuts 40 Victoria, chapitres 9 et 10, se liront et s'interpréteront comme comprenant le département des officiers en loi de la couronne. Chap. 9 et 10 de 40 V., interprétés.

4. A l'exception du procureur général, tout autre fonctionnaire nommé dans la section 2 du statut 45 Victoria, chapitre 2, étant un avocat de cette province, peut, en outre de la charge qu'il occupe, être nommé à celle de solliciteur général et en remplir les fonctions sans, par là, avoir droit à des émoluments additionnels, et sans que son siège, s'il est membre de l'assemblée législative, devienne vacant. Fonctionnaires qui peuvent être nommés solliciteur gén.

5. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut nommer, par commission ou durant bon plaisir, un officier sous le procureur général et le solliciteur général, devant être appelé : l' " Assistant des officiers en loi de la couronne." Nomination d'assistant des off. en loi de la cour.

6. Les droits, pouvoirs, devoirs, fonctions et privilèges appartenant à la charge de procureur général et de solliciteur général respectivement, et qui ont été exercés par l'un ou l'autre ou par les deux dans la province du Canada, jusqu'à la date de la passation de l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, et depuis cette date, dans la province de Québec, sont les droits, pouvoirs, devoirs, fonctions et privilèges qui désormais appartiendront à ces Pouvoirs etc. du proc. gén. et du sollic. gén.

charges respectives, et qui seront possédés, exercés et remplis par le procureur général et le solliciteur général ou par l'un ou l'autre de ces fonctionnaires, à moins qu'il ne soit autrement prescrit par ou en vertu du présent acte.

Remplacement
en cas de
vacance de la
charge de l'un
d'eux.

7. Au cas de vacance dans la charge de procureur général, ou en son absence, ou au cas d'incapacité de sa part, ou à sa demande, le solliciteur général peut remplir tous les devoirs de cette charge de procureur général ;

Cette règle s'applique aussi au procureur général, au cas de vacance dans la charge de solliciteur général ou en son absence ou au cas d'incapacité de sa part, ou à sa demande.

Devoirs de ces
fonctionnaires
en général.

8. Le procureur général et le solliciteur général doivent donner leur avis et leur opinion sur les questions de loi, chaque fois qu'ils en sont requis par le lieutenant-gouverneur en conseil ou par tout chef de département.

Opinions qui
leurs sont
demandées par
les départe-
ments.

Le chef de tout département peut requérir les officiers en loi de la couronne ou l'un d'eux de donner leur opinion sur toute question de loi surgissant dans l'administration du département.

Effet des opi-
nions données
par l'assistant.

L'officier en loi auquel une telle question est soumise peut, à moins que cette question ne comporte l'interprétation de l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, la référer à son assistant pour avoir son opinion par écrit, laquelle, si elle est approuvée et contre-signée par cet officier en loi, doit être acceptée comme l'opinion de ce dernier.

Questions qui
sont sous le
contrôle du
solliciteur
général.

9. Toutes les questions de loi et les procédures légales en général, telles que les pétitions de droits, les poursuites et autres affaires de même nature surgissant dans le département des chemins de fer, soit à raison de la construction, de l'exploitation, ou de la vente du chemin de fer ci-devant connu sous le nom de : "Chemin de fer de Québec, Montréal, Ottawa et Occidental," soit à l'égard d'autres affaires de chemin de fer et dans lesquelles le gouvernement ou la province de Québec est intéressée, ainsi que toutes les questions de loi et les procédures légales en général surgissant dans le département du trésor au sujet du revenu public, et dans le département des terres de la couronne au sujet du domaine public, sont sous la direction et le contrôle du solliciteur général.

Définition de
plus amples
pouvoirs accor-
dés par lieut.
gouv. en con-
seil aux off. en
loi.

10. Les devoirs du procureur général et du solliciteur général peuvent, de temps à autre et pour un terme limité ou autrement, être plus amplement déterminés et définis par le lieutenant-gouverneur en conseil, et de la même manière d'autres devoirs peuvent être assignés à ces officiers ou à chacun d'eux.

11. Le statut 46 Victoria, chapitre 3, est abrogé, ainsi ^{46 v. c. 3,} que toutes les dispositions législatives incompatibles avec ^{abrogé.} les dispositions du présent acte.

12. Le présent acte viendra en force le jour de sa sanction. *Acte en force.*

C A P. V I I.

Acte pour amender les lois concernant le département de l'agriculture et des travaux publics.

[Sanctionné le 9 mai, 1885].

SA MAJESTÉ, par et de l'avis et du consentement de la Législature de Québec, décrète ce qui suit :

I. La section 36 de l'acte 32 Vict. chap. 15, est amendée ^{S. 36 de 32 V. c. 15, amendée.} en retranchant les deux premières lignes de la dite section, ainsi que les paragraphes 1 et 2 d'icelle, tels que remplacés par l'acte 41 Vict., chap. 5, sec. 4, et amendés par l'acte 47 Vict., chap. 6, sec. 6, et en les remplaçant par ce qui suit :

“ 36. Le commissaire, par ordre du lieutenant-gouverneur ^{Pouvoir du commissaire :} en conseil, aura le pouvoir :

a. D'organiser un comité permanent d'expositions agricoles et industrielles provinciales, composé de dix membres nommés par lui le dit commissaire, dont cinq choisis dans le conseil d'agriculture et cinq dans le conseil des arts et manufactures. ^{D'organiser comité d'expositions.}

Ce comité sera sous la direction du commissaire, lequel pourra nommer, pour en faire partie, autant de membres adjoints qu'il croira utile, ces membres devant être choisis en nombre égal dans les deux conseils. ^{Direction de ce comité.}

Avec l'approbation du commissaire le comité réglera les conditions et fera tous les règlements qu'il jugera utiles pour la régie entière des dites expositions, lesquelles auront lieu au moins tous les trois ans. ^{Pouvoir du comité.}

Dans tous les cas, aucune somme d'argent affectée à ces expositions, ou en provenant, ne sera dépensée sans l'autorisation préalable du commissaire. ^{Autorisation préalable pour dépenser les octrois.}

Le secrétaire du conseil d'agriculture et le secrétaire du conseil des arts et manufactures seront tenus de donner au dit comité, toute l'assistance qu'il requerra d'eux. ^{Assistance des sec. du cons. d'ag. et des arts et m.}

b. Nonobstant les dispositions ci-dessus, il sera loisible au commissaire, par ordre du lieutenant-gouverneur en conseil de suspendre, lorsqu'il le jugera expédient, l'exercice des fonctions de ce comité permanent d'expositions, et de ^{Autres pouvoirs du commissaire.}